

Séminaire « Radicalisation en Afrique francophone : causes, indicateurs et moyens de prévention »

Paris, Lundi 11 juillet 2016

SYNTHESE DES DÉBATS

Organisée par L'Observatoire de l'Afrique, avec le soutien de la Direction générale des relations internationales stratégiques du ministère de la Défense, et du *Timbuktu Institute*, au siège de l'Organisation internationale de la Francophonie à Paris le 11 juillet 2016, le séminaire a réuni experts et institutionnels en vue de débattre des facteurs de radicalisation en Afrique francophone, et d'évoquer les pistes de prévention envisageables.

Combinant approche académique et expertise opérationnelle, l'événement a permis de dégager un référentiel commun de définition des concepts, de fournir des outils méthodologiques d'anticipation, et de mettre en lumière les dynamiques à l'œuvre dans les États côtiers et d'Afrique centrale, jusqu'à présent peu traités. L'évocation de cas géographiques concrets a également permis, outre de dégager des facteurs structurels et conjoncturels communs de radicalisation, d'encourager un débat utile sur ce phénomène, dont les dynamiques et l'ampleur demeurent encore difficilement appréhendables et mesurables pour les acteurs concernés.

Définition des concepts et introduction méthodologique

La confusion des définitions de la radicalisation, au demeurant largement entretenue par les médias, **contribue à entraver la bonne compréhension du phénomène**. En effet, l'appréciation subjective des manifestations et la difficulté à établir la limite entre pratiques religieuses considérées comme « acceptables » et « radicales » d'une part, et la distinction, souvent occultée, entre extrémisme et extrémisme violent d'autre part, conduisent régulièrement à la confusion des termes « islamisme », « salafisme », « wahhabisme » et « jihadisme », renvoyant pourtant à des concepts très différents¹. **Au plan sociologique, la radicalisation résulte d'un processus de rupture sectaire** avec les groupes sociaux, la famille, voire le territoire, et témoigne **au plan politique d'une opposition avec l'ordre établi**. Le tournant comportemental de **basculement vers l'extrémisme violent** s'opère lorsque **le sujet revendique imposer par la violence la supériorité supposée de son idéologie**, en rupture avec les valeurs véhiculées par sa propre société.

L'alerte précoce² constitue l'outil méthodologique idoine afin d'anticiper les dynamiques de radicalisation et d'aider les acteurs décisionnels à adopter des politiques de

¹ De manière simplifiée, l'islamisme se réfère à une idéologie nourrie par un système de convictions religieuses, mise au service de l'action politique, tandis que le salafisme est un courant religieux rigoriste affilié à l'école de pensée hanbalite de l'islam sunnite, qui prône le retour à « l'islam des origines ». On distingue une branche quiétiste (prédication pacifique) et une branche jihadiste (qui revendique l'usage de la violence pour imposer l'idéologie). Enfin, le wahhabisme est l'émanation saoudienne du salafisme, (un mouvement politico-religieux fondé par le prédicateur saoudien Mohammed ben Abdelwahhab au XVIII^e siècle).

² Ce paragraphe est rédigé d'après la contribution du Dr Hélène Lavoix, pour The Red (Team) Analysis Society

prévention adaptées en temps utiles. Cette démarche prospective permet, à partir de méta-thèmes (tel que la radicalisation), affinés en problématiques préalablement déterminées³, d'aboutir à un système d'**indicateurs** (et éventuellement à des scénarios), permettant de déclencher des alertes grâce à **une veille stratégique**. Les indicateurs constituent des concepts identifiés afin de permettre la surveillance, dans la réalité, des phénomènes conduisant, ensemble, au problème d'alerte. Leur veille permet ainsi de vérifier si la tendance envisagée se produit par l'obtention d'**indications** (faits effectivement réalisés selon l'indicateur surveillé)⁴. L'alerte précoce a ainsi vocation à réduire l'incertitude sur le futur en constituant un outil « actionnable », **évaluant les probabilités, les impacts, et l'horizon temporel** du phénomène anticipé, qui seront régulièrement révisables⁵.

I) Causes, indicateurs et tendances

Si l'ampleur du phénomène de radicalisation demeure difficilement mesurable en **Guinée-Conakry**, **l'instrumentalisation politique des clivages ethniques, la faiblesse de l'État guinéen, le sous-développement, et la progression rapide de l'idéologie wahhabite** depuis les années 2000, constituent des facteurs de risque : une partie de la jeunesse guinéenne formée en Arabie saoudite, en Égypte ou au Soudan, a diffusé à son retour un discours en rupture avec l'islam traditionnel, tandis que les **actions de prédicateurs pakistanais et d'ONG salafistes** (centres de santé, écoles), **ont parallèlement contribué à pallier l'absence de l'État guinéen dans certaines régions**, où les pratiques et discours religieux se radicalisent (Guinée forestière). Par ailleurs, on observe une **tendance à la diffusion du radicalisme sur la base des solidarités ethniques, qui s'affranchissent des frontières** (éléments guinéens radicalisés lors de leur participation au conflit en Sierra Leone et au Libéria, expatriation d'anciens étudiants en théologie en Mauritanie ou au Sénégal etc.)

Si la cohabitation des communautés a toujours été pacifique au **Bénin**⁶, grâce à l'intégration des pratiques animistes locales qui constituent un socle culturel commun, cet équilibre semble aujourd'hui menacé par plusieurs éléments: **l'effacement des cultes traditionnels au profit des églises évangélistes prosélytes**, surfant sur le mécontentement social d'une population lassée par la captation des ressources par les élites, et dont les sermons prônent l'intolérance envers l'islam notamment, tend à accroître le **sentiment de marginalisation chez les musulmans**. Par ailleurs, la prolifération d'ONG islamiques financées par les pays du Golfe a contribué à la **diffusion des thèses salafistes et à l'émergence d'écoles coraniques en rupture**

³ Par exemple : radicalisation par pays, salafisme, inégalités montantes, acteurs armés, etc. ; conduisant à des problèmes d'alerte (salafisme dans la région nord du Niger, activité du groupe Ansar Dine etc.)

⁴ Ainsi, si l'on considère la diffusion du salafisme comme un facteur potentiel de radicalisation dans un pays donné, la construction de mosquées salafistes ou encore la création de nouvelles ONG à caractère salafiste pourront constituer les indicateurs à surveiller ; les indications constituant, quant à elles, le nombre de ces actions effectivement produites dans le temps surveillé (ex : nombre de mosquées salafistes effectivement construites).

⁵ De manière croissante, l'alerte sera qualifiée d'« hautement improbable », « improbable », « possible », « très probable » ou « presque certaine », avec des impacts estimés variant du négligeable, à des coûts localisés ou limités (« bas ») ; tangibles (« moyen ») ; hautement visibles (« fort ») ; ou exceptionnellement élevés avec de nombreuses implications (« sévère »). L'horizon temporel sera quant à lui estimé sur le très court, le court, le moyen ou le long terme.

⁶ Le pays compte 60% de chrétiens (qui détiennent l'essentiel du pouvoir politique et économique) et 40% de musulmans. Bien que minoritaire, l'islam serait cependant la religion la plus pratiquée culturellement.

avec le système, particulièrement **dans le nord du pays** ; plusieurs jeunes béninois ayant en outre bénéficié d'un programme de formation en Arabie saoudite peinent à s'insérer dans la société à leur retour. Enfin, **la porosité des frontières avec le Niger, le Burkina-Faso et le Nigéria**, accroît le risque d'infiltration de prédicateurs jihadistes sur le territoire⁷.

Malgré l'ancrage traditionnel d'un islam confrérique soufi constituant un rempart idéologique au **Sénégal** (Tijaniyya, mouridisme, Layenes, Qâdiriyya), le pays semble néanmoins touché par le radicalisme religieux compte tenu : de **l'émergence ces dernières années de mouvements réformistes**, prônant un islam déterritorialisé et s'opposant aux confréries⁸ ; de la **dualité du système éducatif**, (avec l'école « officielle » francophone d'une part, et les écoles coraniques échappant au contrôle institutionnel d'autre part), et de **l'exclusion socio-économique des jeunes**, particulièrement dans les périphéries urbaines. Par ailleurs, des facteurs exogènes tels que **l'influence potentielle de groupes jihadistes ethnicisés** (FLM au Mali), ou **régionaux** (EI, Boko Haram)⁹, et **l'extrémisme grandissant en Gambie**¹⁰, pourraient faciliter la propagation du radicalisme au Sénégal, qui serait particulièrement inquiétante compte tenu du contexte régional dégradé (instabilité au Mali, présence de narcotrafiquants armés en Guinée-Bissau, rébellion résiduelle en Casamance etc.)

Au **Cameroun**, la **propagation potentielle du radicalisme constitue une menace réelle** compte tenu de la propension de l'État à se préoccuper davantage de la lutte anti-terroriste et des considérations politiques de succession. **La persistance du sentiment d'abandon par l'État qui prévaut chez les populations du Nord**, (déplorant notamment le manque d'infrastructures et le taux de chômage élevé chez les jeunes), constitue un facteur de risque. On observe par ailleurs dans la région du lac Tchad¹¹, un phénomène de radicalisation opportuniste, basée sur **l'instrumentalisation des frustrations des jeunes** (utilisée par Boko Haram pour recruter dans la région¹²) ; une **extension du radicalisme wahhabe-salafiste**, d'émanation tchadienne et nigériane, diffusé par les nouveaux oulémas et les ONG islamiques, qui surfent sur le **mécontentement social et l'ignorance des préceptes religieux** ; et enfin une **radicalisation d'ordre ethno-confessionnelle, utilisant le rapport particulier existant entre les communautés et l'islam** (à titre d'exemple, l'ethnie Kanuri - au sein de laquelle Boko Haram a largement recruté - considère l'école coranique comme un référent ethnique).

⁷ Plusieurs membres du groupe Boko Haram sont de nationalité béninoise.

⁸ A l'instar d'*Ibâdu Rahmân*, dont l'idéologie s'apparente à celle des Frères musulmans et qui trouve des ramifications estudiantines au sein des universités de Dakar et Saint-Louis ; ou le mouvement *Al-Falâh*, d'inspiration salafiste wahhabite.

⁹ Entre 23 et 25 Sénégalais auraient été identifiés dans les rangs de l'EI en Libye, dont certains auraient reçu une « éducation » salafiste.

¹⁰ Outre une radicalisation imposée par le Président Jammeh (port du voile obligatoire depuis 2015), on constate l'émergence d'une jeunesse salafiste gambienne et l'activisme prononcé de mouvements de prédication très impliqués dans les champs humanitaire et social.

¹¹ Selon les données d'une enquête de terrain de trois mois réalisée en 2015 à N'Djamena au Tchad, et dans l'Extrême-Nord du Cameroun (à Kousséri, Mora, Maroua et dans quelques villages de la plaine du Diamaré).

¹² La région du lac Tchad demeure en effet une zone de recrutement et d'approvisionnement stratégique pour le groupe jihadiste. Si ses capacités opérationnelles ont effectivement été réduites grâce à la mise en place des mesures sécuritaires dans la région, Boko Haram conserve une forte capacité de nuisance, y compris dans l'Extrême-Nord du Cameroun.

S'il demeure pour le moment difficilement mesurable en **Centrafrique**, le **phénomène de radicalisation pourrait trouver un terreau favorable** compte tenu : de la **mutation de la crise politique en crise ethnico-confessionnelle, qui alimente la fragmentation du pays** (multiplication des « frontières » intérieures et identitaires, forte opposition entre Bangui et les régions), de la **faiblesse de l'autorité étatique** et du **contexte sécuritaire dégradé** (activité des milices, porosité des frontières à proximité de zones « sensibles » - Soudan du Sud, nord du Cameroun, non loin de la zone d'influence du groupe Boko Haram-, routes des trafics d'armes et de ressources naturelles). La crise a par ailleurs engendré des **divisions entre musulmans partisans et contestataires des représentants religieux de l'islam**, et une **surenchère du prosélytisme wahhabite** dans certaines zones (PK5 notamment). Enfin, une grande partie de la **jeunesse déscolarisée** depuis la crise **constitue un vivier potentiel de recrutement** pour les groupes jihadistes (près de 50% de la population centrafricaine est âgée de moins de 15 ans).

Le phénomène de radicalisation par le biais des réseaux sociaux est susceptible de se développer dans les pays d'Afrique subsaharienne (une stratégie déjà largement utilisée par l'Organisation État islamique - contrairement à la mouvance Al-Qaïda – afin de recruter parmi les jeunes). Constituant un nouvel espace de radicalisation, moins visible car s'opérant hors des cercles sociaux « traditionnels » (mosquées, famille etc.), ces plateformes fournissent un support visuel à la communication propagandiste des groupes jihadistes (diffusion de vidéos, reprenant souvent les codes cinématographiques, destinées à glorifier la « fonction » de jihadiste), et permettent un processus d'embrigadement rapide s'opérant en trois étapes : isolement de l'environnement social originel, destruction de l'individu au profit du groupe, et adhésion à l'idéologie radicale. Les facteurs motivationnels de basculement vers le radicalisme, et par extension vers l'extrémisme violent, peuvent résulter d'un sentiment de frustration, de rejet, de colère et/ou d'injustice, d'une quête identitaire ou religieuse, d'une recherche d'appartenance à un groupe destinée à compenser une certaine marginalisation, ou d'une volonté de réaliser des aspirations personnelles.

II) Vecteurs et moyens de prévention

Compte tenu de la pluralité des facteurs de radicalisation, il conviendrait d'envisager, en matière préventive, la mise en place d'**actions sectorielles ciblées**, notamment dans les domaines **éducatif, religieux et culturel, politique, économique et social, et judiciaire**, en particulier **au bénéfice des populations les plus jeunes** (liste non exhaustive) :

Action locale et étatique

Au plan éducatif :

- Encourager une réflexion sur l'encadrement et le financement du système éducatif (cas du Sénégal)
- Envisager une restructuration de l'éducation hors du cercle scolaire, basée sur un socle local privilégiant les contacts entre les communautés, dans les contextes les plus conflictuels (cas de la RCA)
- Conduire des programmes d'éducation à la paix

Au plan religieux et culturel :

- Recenser l'offre nationale d'enseignement religieux
- Former les prédicateurs et leaders religieux en vue de limiter l'impact idéologique des courants extrémistes par la diffusion pédagogique de préceptes religieux tolérants (notamment

Le présent compte-rendu a été rédigé par l'équipe de L'Observatoire de l'Afrique et ne reflète en aucun cas les opinions personnelles des membres de l'équipe

dans les espaces et supports favorables à la propagation du radicalisme – prisons, mosquées, régions enclavées, médias etc. –)

- Assurer le contrôle du contenu pédagogique des programmes d'enseignement des écoles coraniques et le suivi du financement et des actions des ONG islamiques investissant le champ social et éducatif
- Adopter une politique culturelle impliquant plus systématiquement les chefs religieux et coutumiers et promouvant le rôle social des religions locales en tant que ciment identitaire (cas du Bénin)

Au plan politique et judiciaire : Lutter contre les actions susceptibles de conduire à une marginalisation, un sentiment de persécution, ou d'injustice chez les minorités, communautés, ou groupes d'individus :

- Œuvrer à l'intégration des minorités au sein de l'administration et du jeu politique
- Lutter contre la corruption et l'impunité
- Œuvrer au respect des droits de l'Homme
- (En matière de dé-radicalisation) : recourir à la justice transitionnelle pour le jugement d'individus radicalisés acceptant de se repentir (notamment avant leur arrestation)

Au plan économique et social :

- Mettre en œuvre une politique de développement économique et social inclusive, limitant l'exacerbation des inégalités et des clivages géographiques et/ou communautaires

Action régionale

- Renforcer la coopération régionale préventive par la mise en place d'actions communes en matière de développement (notamment dans les régions transfrontalières), et de coopération religieuse (exemple : fondation des oulémas)
- Œuvrer à la prévention des contextes conflictuels, susceptibles d'aggraver la propagation de l'extrémisme violent

Action internationale

- Encourager la pérennisation de cadres de dialogue susceptibles d'aider à une meilleure compréhension du phénomène pour les acteurs concernés, un partage d'expériences, et à la mise en place d'actions potentielles communes. A ce titre, l'Organisation internationale de la Francophonie pourrait constituer une « plateforme » d'échange idoine pour s'affranchir des clivages Nord/sud, compte tenu des valeurs véhiculées par l'Organisation, et le soutien potentiel qu'elle pourrait fournir en matière d'aide à la prévention du radicalisme dans les pays d'Afrique francophone.